

## **Pour avancer, il faut bouger**

### **Hélas, certains se contentent du manège qui tourne sur place**

Un certain nombre de groupes politiques dont l'histoire est liée au PCF affirment se baser sur le marxisme-léninisme. C'est le cas en particulier du PRCF et de l'URCF.

Le PRCF insiste sur "la nécessité d'un parti révolutionnaire de classe" et souligne que "ce parti ne peut être que communiste et doté d'un corps de doctrine cohérent, le marxisme-léninisme"<sup>1</sup>. L'URCF vise "cet objectif: faire renaître un Parti véritablement communiste, véritablement marxiste-léniniste"<sup>2</sup>. Les deux groupes se réfèrent positivement à J. Staline. Ainsi, le PRCF évoque "les immenses réalisations d'avant-garde du peuple soviétique sous la direction de Joseph Staline"<sup>3</sup>, et l'URCF affirme que "Staline fut le principal défenseur, continuateur et praticien du plan léniniste d'édification du socialisme"<sup>4</sup>.

Cependant, quand il s'agit du programme et de la lutte pour la révolution prolétarienne en France, les deux groupes exhibent les orientations réformistes<sup>5</sup>. Voici une énumération de quelques-uns des principaux points formulés sur le plan économique. Pour le PRCF: "nationalisation des grandes banques et des grandes entreprises, contrôle démocratique de leur fonctionnement par les salariés et usagers (élargissement des prérogatives de contrôle de la part des CE... Création de comités d'usagers)"; "plan démocratique concerté de ré-industrialisation du pays afin d'assurer notre souveraineté économique et de construire le plein emploi"; "interdiction des délocalisations et des licenciements collectifs"; "taxation du grand capital, des grandes fortunes, des hauts revenus, des profits des sociétés capitalistes et des gros actionnaires avec contrôle des changes et des capitaux". Et pour l'URCF: "interdiction licenciements"; "nationalisation des secteurs assurant les besoins vitaux: santé, transport, eau, énergie, logement". Puis, voici ce qu'on peut trouver concernant le domaine politique. Pour le PRCF: "abroger la constitution semi-monarchique de la 5<sup>e</sup> république, élire une assemblée constituante pour adopter une constitution populaire, démocratique et sociale; proportionnelle intégrale à toutes les élections". Et pour l'URCF: "abolition du présidentialisme"; "abrogation Vème République, appel pour une Constituante"; "proportionnelle intégrale à toutes les élections".

Il est intéressant d'examiner les arguments qu'emploient les auteurs pour justifier cette teneur du programme. Selon l'interprétation mise en avant par l'un et l'autre des deux groupes, celui-ci vise à déclencher une dynamique qui, par l'accentuation des conflits de classe, produirait une rupture poussant les masses à poser ouvertement l'objectif de la révolution socialiste.

Voici ce qu'écrit le PRCF<sup>6</sup>:

Ce programme de rupture progressiste vise à fédérer les luttes anticapitalistes et à construire un rassemblement populaire majoritaire unissant les travailleurs salariés, les jeunes, les couches sociales précarisées par le grand capital, et permettant de créer les meilleures conditions à la lutte pour une société socialiste.

Et, de façon similaire, l'URCF<sup>7</sup>:

C'est pourquoi l'URCF élabore un programme de rupture avec le néolibéralisme qui se heurtera à l'appareil d'État et à la bourgeoisie et révélera ainsi la rapacité du Capital, l'impossibilité de répondre réellement et durablement aux besoins de la population, finalement la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Les deux groupes formulent notamment la revendication des nationalisations. On peut faire remarquer en passant qu'ils se distinguent par quelques nuances dans l'interprétation.

Le PRCF véhicule la version qui pose le problème en faisant abstraction du pouvoir d'état<sup>8</sup>:

Avec l'appropriation sociale, il ne s'agit pas de donner la propriété à l'État, il s'agit plutôt de désétatiser, de donner à la société la propriété et la responsabilité de ces grands moyens de production, d'échanges. [...] C'est le moyen de la rupture avec la société et le système capitaliste.

L'URCF insiste au contraire sur les limites précises propres à la notion de nationalisation en remarquant que "les nationalisations relèvent du capitalisme d'État, ses lois essentielles demeurant"<sup>9</sup>, et elle écrit<sup>10</sup>:

Ne pas confondre nationalisation et socialisation, cette dernière supposant socialisme et pouvoir révolutionnaire de la classe ouvrière et de ses alliés (la dictature du prolétariat, concept forgé par Marx et Lénine, appliqué dans la commune de Paris et en URSS).

Quoi qu'il en soit, il y a la même erreur fondamentale dans la manière de poser le problème, celle qui consiste à penser qu'autour de la lutte pour les nationalisations puisse se cristalliser un processus qui transgressera la frontière formée par la société capitaliste et se prolongera au-delà, vers la société socialiste.

Ainsi, un représentant du PRCF, après avoir expliqué qu'"il s'agit donc plutôt, dans le dépassement et le dépérissement de l'État, d'auto-administration, de la gestion de la société par elle même", affirme<sup>11</sup>: "Je pense que la société française a aujourd'hui les aptitudes, les capacités nécessaires pour cette auto-administration."

L'URCF, certes, ne pose pas que les travailleurs français soient "prêts" dès maintenant, mais elle rejoint néanmoins la même perspective en considérant qu'ils le seront suite à la lutte pour les nationalisations<sup>12</sup>:

La bataille pour les nationalisations exacerbera toutes les contradictions du système capitaliste; si les communistes jouent pleinement leur rôle, des millions de travailleurs se poseront la question du bris de l'État capitaliste, obstacle ultime à leur émancipation sociale.

Plus généralement elle expose cette même logique pour adopter une orientation anti-néolibérale<sup>13</sup>:

C'est pourquoi l'URCF élabore un programme de rupture avec le néolibéralisme qui se heurtera à l'appareil d'État et à la bourgeoisie et révélera ainsi la rapacité du Capital, l'impossibilité de répondre réellement et durablement aux besoins de la population, finalement la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Puis, sur ces bases, elle se fixe comme conduite pratique la participation aux comités anti-libéraux, en y voyant une étape préparatoire pour la formation de soviets "en cas de crise révolutionnaire"<sup>14</sup>:

La créativité des masses aboutit à la création d'organes parallèles antiparlementaires (communes, soviets, comités populaires) Le travail dans les comités de base, le soutien à tout ce qui développe la démocratie directe constitue un début de rupture objective avec les traditions parlementaires et délégataires particulièrement fortes dans le mouvement ouvrier français (cf. Front populaire et Résistance).

Ces comités de base - locaux et d'usine - (là les réformistes seront absents) travailleront au développement des luttes: grève, occupations d'usine, actions "coups de poing", grève générale. Sur cette base, en cas de crise révolutionnaire, ils peuvent constituer des organes de double pouvoir puis des comités de prise du pouvoir organisant la grève générale politique et le soulèvement populaire pour la révolution socialiste.

L'esprit du "toujours prêts" à la manière des scouts - ou, comme disent les T-shirts: "hasta la victoria, siempre" - peut avoir un côté sympathique, mais la mise en oeuvre victorieuse de la révolution prolétarienne nécessitera plus que de bonnes volontés associatives. C'est ici, dans cette illusion de continuité entre structures organisationnelles foncièrement distinctes par leur contenu, que réside la caractéristique cruciale de la position erronée adoptée par l'URCF, de même que par le PRCF, ainsi que par toutes sortes d'autres groupes dont par exemple le PCOF. Ils se retrouvent ainsi alignés sur la propagande et la pratique propagées par ailleurs par les organisations trotskistes.

Voici un argument qui met en lumière comment on mélange des périodes pour faire coïncider en apparence des éléments qui en réalité sont fortement éloignés entre eux<sup>15</sup>:

C'est en cela que Lénine (trahi par ses épigones du programme commun) voyait dans le capitalisme d'État l'antichambre possible de la révolution socialiste, nullement le passage indolore d'un système social à un autre!

En 1917, avant octobre, Lénine poussait ni aux nationalisations ni à l'établissement d'un capitalisme d'état, mais à la prise de contrôle directe des usines par les ouvriers (mais il faut bien préciser que c'était dans le cadre d'une perspective d'approche à court terme de la révolution). Après l'instauration de la dictature du prolétariat, à un certain stade, Lénine préconisait effectivement des mesures de capitalisme d'état, pas comme "antichambre possible de la révolution socialiste" (la révolution était déjà commencée), mais comme méthode pour avancer dans la réalisation de l'économie socialiste sous la direction du prolétariat révolutionnaire, lequel s'était déjà emparé du pouvoir.

\*

Il s'avère une fois de plus que la réaffirmation, en termes généraux, de l'importance du marxisme-léninisme comme référence fondamentale ne peut suffire en elle-même pour situer une organisation selon sa nature. Et on voit que les orientations erronées en question, au sujet de l'antilibéralisme, peuvent aller de pair avec des positionnements divers: ici elles sont l'apanage de groupes se considérant comme marxistes-léninistes alors que par ailleurs elles sont colportées aussi bien par le PCF, par les trotskistes ainsi que par toutes sortes de mouvements associatives.

La confusion règne. La lutte pour remédier à cette situation sera longue...

Février 2008

Des militants anticapitalistes.

---

1. PRCF, stage de formation, 27-28/11/2004.

2. L'URCF et l'unité des communistes, *Intervention Communiste*, n° 68, juillet-août 2005.

3. Georges Gastaud, "Voie pacifique et voie armée dans la marche à la révolution socialiste", novembre 2006.

4. "Le XXe congrès du PCUS: la revanche du social-démocratie", *Intervention Communiste*, n° 75, juillet-août 2006.

5. "Programme commun PRCF/GC du PCF", janvier 2007. "URCF: Réflexions sur "La question électorale et les positions des communistes"". Sur le site internet, dans la rubrique "Théorie - La question électorale".

6. "Programme commun...", *op. cit.*

7. "Les pauvres cible du capital", *Intervention Communiste*, n° 70, nov.-déc. 2005.

8. "Appropriation sociale, entreprises et services publics", 29/3/2007.

9. "Programme de l'URCF - Partir des luttes actuelles pour construire l'alternative révolutionnaire au capitalisme!", Interview de Jean-Luc Sallé (secrétaire général de l'URCF), *Intervention Communiste*, n° 75, juillet-août 2006.

10. "L'URCF lance un programme de salut public", *Intervention Communiste*, n° 60, 2004.

11. "Appropriation sociale...", *op. cit.*

12. "Programme...", *op. cit.*

13. "Les pauvres...", *op. cit.*

14. "URCF: Réflexions...", *op. cit.*

15. "Programme...", *op. cit.*